

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE

ETABLISSEMENT	FONDATION LURO - CLINIQUE / MAISON DE RETRAITE
REFERENCE	E275.00003
COMMUNE	64220 ISPOURE
ADRESSE	Bourg
DATE	13 février 2024
OBJET	Visite périodique de contrôle

I. PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité (circulaire du 22 juin 1995), le groupe de visite de la commission de sécurité s'est réuni en application des dispositions des articles R 143-26 à 41 du Code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer une visite périodique de contrôle.

GROUPE DE VISITE

Le Maire de la commune ou son représentant	Monsieur CROCHET
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2/PRV3), rapporteur	Capitaine BERGER

RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

La directrice	Mme ROUALT
Responsable sécurité	M. CASTELIN
Services techniques	M. GUECAIMBURU

II. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujéti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la construction et de l'habitation ;
2. Le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs ;
3. L'arrêté préfectoral n° 64-2021-12-03-00004 en date du 3 décembre 2021 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques ;
4. Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 143-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, en particulier :
 - l'arrêté du 25 juin 1980 (dispositions générales),
 - l'arrêté du 19 novembre 2001 (type J maisons de retraite, centre médico-éducatif).

Historique de l'établissement (archives SDIS).

Des travaux d'extension et de restructuration de la partie clinique au sein de l'établissement « Fondation Luro – clinique maison de retraite » à Ispoure ont été réceptionnés en 2018.

Ces travaux ont fait l'objet d'un avis favorable de la sous-commission départementale en date du 21/07/2016 sur le dossier PC n° 6427515B0003.

Ils visaient à améliorer les conditions de prise en charge des patients de la clinique sans modifier la capacité d'accueil actuelle. Cette amélioration est passée par la réalisation d'une extension et la restructuration de certains locaux :

A ce jour, toutes les phases sont réalisées :

- Création de nouvelles chambres au R+1 et R+2 ;
- Création de locaux techniques en rez-de-chaussée ;
- Extension du hall d'accueil ;
- Création d'un local dédié à la pharmacie ;
- Créations de chambres, bureaux infirmier et office associés, d'une pharmacie et d'un local de stockages au R+1, aménagement d'un salon des familles ;
- Créations d'un bureau infirmier, bureau médecin et office, d'une salle de bain commune et de locaux de stockages au R+2 ;
- Création d'une salle de rééducation et d'ergonomie au R+2. Des travaux d'élévation du niveau de sécurité ont été réalisés dans la partie ancienne de la clinique dont les étages sont sous avis défavorable émis par la commission de sécurité en date du 10 février 2012.

La clinique ancienne ne répondait pas aux principes fondamentaux de la réglementation de 1989. Elle disposait de planchers bois. Les étages ont été désaffectés et le rez-de-chaussée n'abrite plus que des bureaux code du travail et des réserves.

De plus, toute la détection incendie est restée en place fonctionnelle et vérifiée comme le reste de l'établissement

Travaux réalisés depuis la dernière visite : Aucun

Incidents recensés depuis la dernière visite : Aucun

III. EFFECTIF ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est :

Pour la partie clinique :

- Résidents : 44
- Visiteurs : 15 personnes (1 pers / 3 lits)
- Personnel : 17 personnes (déclaration)

TOTAL 76 personnes

Pour la partie clinique :

- Résidents : 94
- Visiteurs : 32 personnes (1 pers / 3 lits)
- Personnel : 31 personnes (déclaration)

TOTAL 157 personnes

TOTAL GENERAL : 233 personnes

Etablissement recevant du public des types **U** et **J** de 4^{ème} catégorie.

EHPAD : groupe moyen pondéré à 713

IV. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT CONSIDERE ET DE TRAVAUX

1. DESCRIPTION

L'établissement est constitué de deux bâtiments accolés communiquant entre eux (Etablissement Sanitaire /EHPAD).

- **L'Etablissement Sanitaire** est installé dans un bâtiment à R+2 sur sous-sol partiel, aménagée comme suit :
 - Sous-sol : locaux divers, sous station.
 - Rez-de-chaussée : des bureaux, l'accueil, les salles de consultations. La Radiologie, cuisine, salle à manger vestiaires, local archives médicales, Bureau CE.
 - 1^{er} étage Médecine : 21 chambres (14 lits de médecine plus 8 lits SMR), local pharmacie, salle de repos du personnel, locaux de rangements, Bureau cadre infirmier, salon des familles, office infirmerie, et office alimentaire. Locaux techniques, ancien service de médecine désaffecté.
 - 2^{ème} étage Médecine : 23 chambres (22 lits SMR), salle de rééducation, salle de repos du personnel, locaux de rangements, office IDE, et office alimentaire, ancien service ambulatoire désaffecté.

La maison de retraite est installée dans deux bâtiments en "L" communiquant entre eux et avec la clinique.
- **EHPAD** est installée dans deux bâtiments en "L" communiquant entre eux et avec l'établissement sanitaire par le Rez-de-chaussée.

Bâtiment nord-est à R+2 aménagé comme suit :

 - Au rez-de-chaussée, sous l'aile Nord des locaux accessibles de l'extérieur :
 - Un groupe électrogène ;
 - Une chaufferie fuel et réseau de chaleur ;
 - Un garage pour deux véhicules légers ;
 - Un atelier ;
 - Un local de stockage de fluides médicaux (alimentant uniquement l'établissement sanitaire) ;
 - Machinerie ascenseur, et TGBT Général.
 - Au rez-de-chaussée – aile Est :
 - Une lingerie, un sanitaire, bureau lingerie, quatre locaux de rangement, un bureau médical, un secteur d'attente, un bureau cadre infirmier, un salon de coiffure, une bagagerie, un local stockage de protections, archives, locaux rangements de produits d'entretiens.
 - Au 1^{er} étage – aile Centre Nord :
 - Le centre (ensemble formé par une salle à manger, coin kitchenette). Accès à l'ascenseur et à l'escalier central.
 - Office alimentaire, sanitaire.
 - Office IDE.
 - Deux locaux à linges (sales et propres) ; deux locaux de stockage.
 - 11 chambres.
 - Au 1^{er} étage – aile Est : Service UHR (Unité d'hébergement renforcé) :
 - Salle à manger avec coin Kitchenette.
 - Salle de repose du personnel, office IDE.
 - Deux locaux de rangement, deux sanitaires.
 - Salle Snoezelen.
 - Salon des familles.
 - 14 chambres.
 - Au 2^{ème} étage – aile Centre Nord :
 - Le centre (ensemble formé par une salle à manger, coin kitchenette). Accès à l'ascenseur et à l'escalier central.
 - Office alimentaire, sanitaire.
 - Office IDE.
 - Deux locaux à linges (sales et propres) ; deux locaux de stockage.
 - 13 chambres.
 - Au 2^{ème} étage – aile Est :
 - Une terrasse, une salle à manger du personnel, une salle de pose du personnel, Une pharmacie, 15 chambres.

Bâtiment Sud-Est à R+2 sur sous-sol partiel aménagé comme suit :

- Au sous-sol :
 - Un vestiaire "hommes", deux vestiaires "femmes", un local nettoyage, un local machinerie d'ascenseur.
- Au rez-de-chaussée :
 - Une salle à manger, un office alimentaire, un bureau, une chapelle, une salle de réunions modulable, un local linge propre, un local rangement, sanitaires, quatre bureaux.
 - Halle d'accueil, sanitaire, local SSI, locale stockage.
 - Hall d'accès à l'ascenseur et à l'escalier central.
 - Secteur Administratif composé de quatre bureaux.
- Première étage :
 - Quatre locaux de rangement, une tisanderie, 21 chambres, deux accès aux deux escaliers intérieurs.
- Deuxième étage :
 - Quatre locaux de rangement, une tisanderie, 21 chambres, deux accès aux deux escaliers intérieurs.

Implantation :

L'établissement est implanté en zone semi-urbaine, trois façades sont accessibles par deux voies de desserte.

Isolement :

L'ensemble Ets Sanitaire et EHPAD est isolé des tiers par distances supérieures à 8 mètres.

Construction :

De type traditionnel, planchers béton dans l'ensemble à l'exception de la partie ancienne de la clinique, charpente traditionnelle, couverture tuiles.

Dégagements :

- Bâtiment Nord-est :
 - Les niveaux sont desservis par un escalier central encoisonné de 2 unités de passage, 3 escaliers à l'air libre totalisant 5 unités de passage et disposant de 1 communication protégée à chaque extrémité des deux ailes.
 - Le rez-de-chaussée dispose de 4 issues principales totalisant 8 unités de passage et de 3 issues complémentaires totalisant 3 unités de passage.
- Bâtiment Sud-est :
 - Les niveaux sont desservis par un escalier central encoisonné de 2 unités de passage, 1 escalier encoisonné en bout de circulation et disposent de 1 communication protégée à chaque extrémité.
- Etablissement sanitaire :
 - Les niveaux sont desservis par un escalier central encoisonné de 2 unités de passage, 3 escaliers à l'air libre totalisant 5 unités de passage.
 - Le rez-de-chaussée dispose de 4 issues totalisant 6 unités de passage.

Ventilation : V.M.C.

Désenfumage :

- Mécanique dans les circulations horizontales desservant les zones abritant des locaux à sommeil ;
- Naturel dans les cages d'escalier commandé par tirez-lâchez.

Eclairage de sécurité :

- Blocs d'éclairage de balisage ;
- Groupe électrogène.

Installation de gaz : alimentant la cuisine (citerne propane).

Chauffage : central alimenté par chaufferie fonctionnant au bois et au gaz.

Locaux à risques :

- Chaufferie (sous-station) ;
- Locaux techniques ;
- Lingeries.

Moyens de secours :

- Extincteurs ;
- S.S.I de catégorie A avec alarme de type 1 ;
- Plans d'évacuation ;
- Poteaux d'incendie.

Surveillance de nuit de 6 personnes : 3 pour l'Etablissement sanitaire, et 3 pour l'EHPAD.
Pour information : GIR de 626.

V. CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT**1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES TOUTES REALISEES**
PRESCRIPTIONS SIMPLES

1. Supprimer les stockages dans les pièces d'eau des deux entités non détectées non isolées suite à changement d'affectation de ces derniers (attestation sur l'honneur de la directrice de l'établissement qui s'engage à faire vider ce jour les locaux concernés).
2. Faire installer une détection incendie dans les locaux à risque suivants : (local de stockage au R+1 et local entretien ouest du rez-de-chaussée).
3. Annihiler la rupture du coupe-feu de la porte du sas lingerie au rez-de-chaussée de l'EHPAD.
4. Faire procéder au réglage des retardateurs de fermeture des portes coupe-feu du sas lingerie au rez-de-chaussée de l'EHPAD afin que celle-ci soit plus rapide.
5. Faire remettre à jour les plans d'évacuation de l'établissement.

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES**Documents de contrôle périodique**

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Désenfumage (DF 10) mécanique (débit, pression, vitesse) Cages d'escaliers	28/11/2023 25/01/2024	CHUBB - LTD EXPABA	
Chauffage (CH 58) conduit de cheminée (ramonage) climatisation	13/09/2023 29/07/2020	INEO VERITAS	2 Observations levées par INEO

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Gaz (GZ 30)	13/02/2023	VERITAS	RAS
Électricité (EL 19)			
ERP	09/11/2023	VERITAS	Clinique RAS EHPAD 1 obs en cours de levée
Code du travail	09/11/2023	VERITAS	Clinique 7 obs EHPAD 6 obs 2 Devis du 31/01/2024
Personne qualifiée (EL 18) (1^{ère} & 2^{ème})	2022	APAVE	2 personnes
Eclairage de sécurité (EC 15)	Mensuel 19/01/2024	En interne	
Ascenseur (AS 9) entretien annuel (arrêté interministériel du 18/11/04) visite quinquennale par bureau de contrôle (AS 9)	09/12/2024 09/03/2023	TKE Ascenseur VERITAS	
Cuisines (GC) entretien des appareils de cuisson (livret d'entretien GC 21 & 22) Ramonage, dégraissage des conduits d'évacuation et nettoyage des filtres	03/07/2023 19/12/2023	SARRAT SAPIAN	
Moyens de secours (MS) RIA - extincteurs (MS 73)	24/01/2024	EXPABA	
Equipement d'alarme (MS 72)	09/11/2023	CHUBB	
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI (MS 69) contrôle triennal par bureau de contrôle (MS 73)	09/11/2023 15/12/2021	CHUBB VERITAS	1 Observation levée le 16/12/2021
Portes automatiques (CO 48)	24/04/2024	TKE	4 portes
Formation du personnel (MS 48)	07/02/2024	CHCB	29 personnes formées
TYPE U (U 64) installations de gaz médicaux	17/10/2023	LINDE	
Registre de sécurité	Disponible, présenté et renseigné		

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES

Alarme : bon fonctionnement de l'AGS sans temporisation lors des deux essais réalisés.

- Le premier dans une circulation du R+1 de l'aile nord de l'EPHAD.
- Le second dans le hall ascenseur du R+1 de la clinique.

Désenfumage :

- Naturel : clinique et EPHAD : bon fonctionnement ;
- Mécanique : bon fonctionnement des trappes et volets des deux zones concernées par les essais.

Détecteurs de fumées : essais têtes de détection installées dans une circulation du R+1 de l'aile nord de l'EPHAD et dans le hall ascenseur du R+1 de la clinique.

Recoupement : bon fonctionnement dans l'ensemble. Réglage des ferme-portes à revoir.

Issues de secours : bon fonctionnement avec déverrouillage dès le processus d'alarme des IS y compris dans l'unité « Alzheimer » (rez-de-chaussée, étages).

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

1. Présence d'un chariot inadapté empêchant la fermeture de la porte coupe-feu, dans le local intermédiaire linge sale du R+2 de l'EPHAD.
2. Absence d'un BAPI dans le volume technique protégé, de l'EPHAD, abritant le SSI.
3. Absence de ferme-porte sur la porte coupe-feu de la cuisine au rez-de-chaussée de la clinique.
4. La porte coupe-feu, vitrée pare-flamme de la salle de repos du personnel au R+1 de la clinique est hors service.
5. Les signalétiques présentent sur les boîtiers blancs d'arrêt technique ne sont pas suffisamment claires.

VI. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Les travaux précédemment réalisés ont permis d'améliorer le niveau de sécurité de l'établissement.

La problématique de la partie ancienne de la clinique qui était toujours sous avis défavorable a été réglée à travers les travaux réalisés.

Compte tenu de son activité (clinique et maison de retraite) l'établissement est un établissement à risques.

Les deux bâtiments abritant la maison de retraite sont de constructions récentes en conformité avec la réglementation actuelle. Les installations techniques font l'objet d'un suivi régulier et le personnel sensibilisé au risque incendie, participe à des séances de formation. Les dispositions constructives et la répartition des issues doivent permettre une évacuation dans de bonnes conditions.

Néanmoins, la population accueillie est vulnérable, et l'effectif admis est important. De ce fait, il convient d'être vigilant tant dans le suivi des installations concourant à la sécurité que dans la formation des personnels.

Le personnel est également sensibilisé au risque incendie et bénéficie d'une formation interne dans le domaine de la sécurité.

Un employé de l'établissement possède l'habilitation électrique.

L'ensemble de l'établissement clinique et maison de retraite est sous la surveillance de six personnes la nuit.

VII. PRESCRIPTIONS

PRESCRIPTIONS SIMPLES

1. Prévoir l'utilisation d'un chariot adapté n'empêchant pas la fermeture de porte coupe-feu, dans le local intermédiaire linge sale du R+2 de l'EPHAD ;
2. Installer un BAPI dans le volume technique protégé, de l'EPHAD, abritant le SSI ;
3. Installer un ferme-porte sur la porte coupe-feu de la cuisine au rez-de-chaussée de la clinique ;
4. Remettre en service la porte coupe-feu, vitrée pare-flamme de la salle de repos du personnel au R+1 de la clinique qui est endommagée ;
5. Revoir les signalétiques présente sur les boîtiers blancs d'arrêt technique qui ne sont pas suffisamment claires.

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

6. Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (art. R 143-4 et 7 du CCH).
7. Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation.
8. Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement et remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques <http://www.pyreneesatlantiques.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Protection-civile/Securite-incendie-et-etablissements-recevantdu-public/Fiches-d-entretien>.
9. Afficher de façon apparente près de l'entrée principale, l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.
10. Respecter les dispositions des articles L 122-3, R 146-07 à R 146-09 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

VII. AVIS DU GROUPE DE VISITE

Le groupe de visite propose un avis favorable au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées. Le rapport du groupe de visite sera examiné à la prochaine commission plénière de la commission de sécurité de l'arrondissement de BAYONNE au vu d'un avis écrit et motivé du Maire après lecture du dit rapport.

VIII. RAPPELS

1 - PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans.

2 - OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

> Article R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

➤ Article R 143-3 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

Capitaine BERGER,
rapporteur du groupe de
visite